



FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS
FRANCOPHONES ET ACADIENNE
du Canada

Notes pour une allocution de la présidente de la FCFA, Sylviane Lanthier

Conférence de presse de bilan de la campagne électorale fédérale

Ottawa, 14 octobre 2015

SEULE LA VERSION PRONONCÉE FAIT FOI

Bonjour tout le monde,

Je tiens à vous remercier de vous être déplacés ici ce matin. Je m'appelle Sylviane Lanthier, et je suis la présidente de la FCFA. Je suis accompagnée de la directrice générale de la Fédération, Suzanne Bossé. Vous voyez aussi dans la salle des représentants d'autres organismes francophones qui se sont activés pour faire valoir les enjeux de la francophonie dans la campagne.

Permettez-moi de vous les présenter : Martin Théberge, président de la Fédération culturelle canadienne-française. Josée Vaillancourt, directrice générale de la Fédération de la jeunesse canadienne-française. Jean-Luc Racine, directeur général de la Fédération des aînées et aînés francophones du Canada. Et Véronique Mallet, directrice générale de l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne.

Nous arrivons au terme d'une très longue campagne électorale. Onze semaines de campagne, c'est amplement de temps, pour les partis qui aspirent à nous gouverner, de parler à toutes les composantes de la société canadienne. L'ont-ils fait? Plusieurs groupes qui attendaient des réponses ou des engagements sur des enjeux spécifiques ont leur point de vue là-dessus, j'en suis sûre.

Quant à nous, la FCFA et ses membres, nous avons tout mis en œuvre pour obtenir des réponses des partis sur les enjeux prioritaires de 2,6 millions de citoyens et citoyennes d'expression française dans neuf provinces et trois territoires. Nous avons questionné les partis sur leurs engagements en matière d'appui au développement de nos communautés et de respect de la Loi sur les langues officielles, mais aussi en matière de culture, d'alphabétisation et de développement des compétences. Nous les avons questionné sur ce qu'ils allaient faire pour nos jeunes et nos aînés.

La FCFA, il faut le dire, a consacré la première moitié de l'année 2015 à des rencontres avec les parlementaires de tous les partis, dans le but de leur communiquer nos priorités et ce que nous aimerions voir dans les plateformes.

Les 3 grandes priorités que nous avons mises de l'avant dans cette campagne sont les suivantes. D'abord, que le gouvernement reconnaisse que nos communautés vivent des réalités différentes de celles de la majorité et que nous avons besoin de mesures d'appui spécifiques, adaptées à ces réalités. Vivre en milieu minoritaire, ce n'est pas comme vivre en milieu majoritaire. Ensuite, que le gouvernement reconnaisse l'importance du 'par et pour' les communautés dans ses façons de faire, et donc qu'il investisse dans les organismes, les institutions, les centres communautaires et culturels, les médias en français qui ont été créés par et pour les communautés, non seulement parce que ces institutions sont faites sur mesure pour répondre aux besoins des francophones, mais aussi parce qu'elles participent à la vitalité de nos communautés en créant de véritables milieux de vie en français. Enfin, que le gouvernement émette une directive claire à l'appareil fédéral en faveur d'une pleine mise en œuvre de la Loi sur

les langues officielles, et dise clairement que les manquements répétés ne seront plus tolérés.

Ces trois grands messages, nous les avons véhiculés en demandant aux partis comment ils étaient prêts à s'engager en faveur de ces enjeux.

L'information que nous dévoilons aujourd'hui est donc issue d'un long travail de communication avec les partis, d'analyse des réponses, de surveillance des déclarations des chefs et des candidats, d'étude des plateformes.

La tâche n'a pas été aisée, je dois le dire. Certaines plateformes sont sorties assez tardivement. D'autre part, le Parti conservateur a choisi de ne pas donner suite aux demandes de la FCFA et n'a pas non plus répondu aux questionnaires de nos organismes membres. Il est donc plus difficile de connaître leurs intentions concrètes en matière de francophonie et de langues officielles.

Nous ne portons pas de jugement sur cet état de fait. Nous mettons ces renseignements à la disposition des citoyens et des citoyennes qui pourront en tirer leurs propres conclusions. Notre objectif a toujours été clair : outiller les francophones afin qu'ils accomplissent leur devoir citoyen de la façon la plus éclairée possible, en sachant ce que les partis sont prêts à faire pour eux.

Il y a, dans les documents que vous avez devant vous, des éléments encourageants, des engagements qui dépassent l'énoncé de principe et s'attardent au « comment ». Voici quelques exemples : le Parti libéral s'engage à développer avec les communautés un plan amélioré sur les langues officielles. Tant le Parti libéral que le NPD s'engagent à désigner un ministre responsable des langues officielles. Le NPD s'engage à diriger des sommes additionnelles vers les organismes communautaires. Enfin, le Parti vert propose un renforcement du rôle du commissaire aux langues officielles.

Dans sa plateforme, le Parti conservateur promet de continuer à soutenir les communautés, et de poursuivre la mise en œuvre de l'actuelle Feuille de route. Cependant la plateforme n'élabore pas davantage les mesures qui seraient préconisées pour soutenir les communautés.

Ces renseignements, nous les avons compilés sous forme de tableaux, classés soit par partis politiques, soit par enjeu. Ils sont disponibles dès aujourd'hui sur notre micro site fcfa.ca/elections.

Permettez-moi quelques dernières remarques sur cette campagne électorale qui s'achève. Il est évident que les enjeux liés à nos communautés et à la dualité linguistique ont été quasi-invisibles dans les débats et dans les grands discours des chefs. Il a fallu le tollé à la suite du débat du 24 septembre, à Radio-Canada, pour qu'on parle au moins un peu de nous. Vous l'avez vu, des citoyens des quatre coins du pays ont utilisé le mot-clic

#nouscomptons sur Twitter pour exprimer leur colère, mais aussi leur détermination d'être entendus, coûte que coûte. Et ça ne s'est pas arrêté là. Comme le rapportaient les journalistes de TFO, #nouscomptons a été utilisé 1 600 fois entre le 1^{er} et le 6 octobre, rejoignant un total de 1,3 millions de personnes. L'effet du mot clic a été remarqué, chez les journalistes comme chez les partis.

La morale de cette histoire : nous prenons l'espace qui est le nôtre et quand nous parlons, nous pouvons être entendus. Je veux d'ailleurs souligner l'engagement des citoyens qui se sont exprimés par le biais du mot clic nous comptons, ceux que nous avons vu rassemblés dans des salles pour regarder ensemble le premier débat en français, ceux qui se sont déplacés pour les débats des candidats dans leurs coins de pays, de la Nouvelle-Écosse au Yukon. Je veux souligner la mobilisation des jeunes dans nos communautés, qui est exceptionnelle, celle des milieux de la culture, qui jouent un rôle si important pour notre épanouissement, celle des aînés et des femmes.

Maintenant, nous entrons dans les derniers jours de cette longue campagne. Déjà, on sait que 3,6 millions de personnes ont exercé leur droit de vote par anticipation, en hausse de 71 % comparativement à 2011.

C'est à tous les autres citoyens et à toutes les autres citoyennes que je tiens à m'adresser, aujourd'hui.

Durant cette campagne, vous avez montré que oui, vous comptez. Vous avez été suivi les débats sur les médias sociaux, visiter notre site Web, vous vous êtes sentis interpellés par cette décision que nous avons à prendre, collectivement, pour l'avenir de notre pays.

Les citoyens et les citoyennes francophones se sentent concernés par une variété d'enjeux et c'est une variété de facteurs qui vous amèneront au bureau de scrutin le 19 octobre. Ce qui compte le plus pour nous, c'est que ces enjeux, quels qu'ils soient, vous motivent justement à aller voter. On met beaucoup l'accent sur les chefs pendant une campagne électorale. Mais n'oubliez pas que la véritable vedette d'une élection, c'est l'électorat : c'est vous. Ceux qui vont faire le choix le 19 octobre, c'est vous.

Le jour du vote, c'est votre moment : celui où vous exprimez ce qui compte pour vous, pour le bien-être de vos familles et de votre communauté, pour mieux vivre en français dans votre milieu.

Et parce que vous êtes engagés, parce que pour vous, le français compte, que ce soit votre langue maternelle ou non, je vous demande d'exercer aussi vos droits linguistiques au bureau de scrutin. Exigez d'être servis en français, et si on ne peut vous servir en français, portez plainte au commissaire aux langues officielles. Faites-vous entendre.

C'est le temps d'aller voter. Je compte sur vous pour joindre votre voix à tous ceux et celles qui font entendre la leur ... parce que c'est tous ensemble que nous comptons.